

duit.

Dans le communisme, on calcule comme dans le capitalisme selon la formule:

MO(yens de production)+MA(tières premières)+Travail vivant, on emploie seulement une unité de calcul différente. Dans ce sens, la vieille société porte le nouvel ordre social en son sein. Les règlements de compte entre entreprises se font dans le communisme, par l'entremise d'un office de comptabilité générale sociale, donc par des virements de compte, tout comme maintenant.

La concentration des entreprises s'effectue aussi dans l'Etat social actuel, quoique très probablement, en régime communiste, cette concentration suivra un autre cours, étant donné qu'elle part de mobiles essentiellement différents. L'organisation des services publics, en régime communiste, n'aura à reprendre que des entreprises qui fonctionnent comme des instruments de l'Etat de classe. Il faut les détacher de l'Etat pour les donner à la société.

Il est vrai qu'alors l'Etat subsiste toujours parce que la bourgeoisie étant vaincue n'a pas encore disparu. Cet Etat est visible à tous et apparaît comme organe de lutte contre la contre-révolution, mais il n'a que faire dans la production et la distribution. Et ainsi, les conditions se trouvent créées qui permettront à cet Etat de dépérir.

Si nous comparons à cette organisation celle qui résulte du communisme d'Etat-ou ce qui est le même: du capitalisme d'Etat, on s'aperçoit de suite que ce dernier régime ne détermine nullement les rapports du producteur envers le produit social.

L'ouvrier est un salarié de l'Etat et reçoit de ce dernier son salaire. Le montant de ce salaire est déterminé par les contrats collectifs que l'Etat passe avec les organisations syndicales. La direction de la production échoit à la bureaucratie de l'Etat; aux producteurs il est accordé un droit de " contrôle " par le truchement des organisations syndicales.

La démocratie devient ainsi, comme dans le capitalisme, le couvert sous lequel la domination s'étend sur les masses.